Intervention du 13 décembre 2011

Alors que les mesures d’austérité en France et en Europe ont déjà considérablement aggravé les conditions de vie de millions de salariés, de privés d’emplois, de retraités...les gouvernements, à la botte des « agences de notation » et des marchés financiers continuent dans la même voie, au risque de provoquer une récession économique sans précédent.

A coup de mensonges éhontés, gouvernement et patronat justifient les causes de la crise : salaires et garanties collectives trop élevés (remise en cause de la retraite à 60 ans et des 35 H…), fraude à Sécurité Sociale…

Sous ces faux prétextes, la casse de l’emploi dans le privé et le public se poursuit, le niveau des salaires, des pensions, des indemnités et le pouvoir d’achat sont en recul constant !!

On ne nous leurrera pas !!!

Partout l’austérité pénalise le plus grand nombre de salariés, chômeurs, retraités MAIS épargne les plus riches et la finance.

L’austérité n’est donc pas la solution mais une spirale infernale qui mène à la récession !!!

Elle empêche la croissance économique, une croissance au service du bien-être, respectueuse de l’environnement et créatrice d’emplois.

Il est inacceptable que des salariés, des retraités ou des privés d’emploi, soient traités aujourd’hui de tricheurs et de voleurs par ce gouvernement. Le Medef, Sarkozy, Fillon et cie sont les seuls responsables de la dette publique.

Elle n’est pas due à un excès de dépenses mais à un manque de recettes.

Oui la crise de la dette publique vient des choix politiques et pas des salariés. C’est pourquoi la CGT s’est engagée pour exiger un audit citoyen de la dette publique. Elle est signataire avec d’autres syndicats, des associations, des partis politiques, des économistes d’un appel pour cet audit.

Que dit cet appel :

**Écoles, hôpitaux, hébergement d’urgence … Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l’austérité budgétaire et le pire est à venir.**

***« Nous vivons au-dessus de nos moyens »*, telle est la rengaine que l’on nous ressasse dans les grands médias.**

**Maintenant *« il faut rembourser la dette »*, nous répète-t-on matin et soir. *« On n’a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France »*.**

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l’école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été tout entière contractée dans l’intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l’austérité ? Pourquoi les États sont-il obligés de s’endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d’un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous nous mobilisons dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens. Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

Cet appel vous pouvez le signer directement sur internet. Vous trouverez aussi le lien sur les sites CGT ou Attac Comminges.

A la botte des agences de notations et des marchés financiers, G8, G20, sommets européens ordinaires et extraordinaires, uniformisent les mesures d’austérité à prendre dans chaque pays produisant les mêmes effets désastreux pour les peuples.

Mais si le système peut faire sauter les dirigeants des pays, les peuples restent en place et doivent organiser durablement la riposte.

C’est bien le rôle du syndicalisme de permettre aux salariés et retraités de s’exprimer.

Depuis la rentrée, les mobilisations de multiplient en Grèce, au Portugal, en Italie, en Espagne, en Hongrie, en Pologne ...

Après le 11 octobre, qui avait rassemblé en France 300 000 manifestants pour un autre partage des richesses, la mobilisation est urgente au regard des plans de rigueur qui se succèdent et des annonces quasi quotidiennes de nouvelles mesures satisfaisant le MEDEF et Les Financiers.

Le Président Sarkozy, s’érigeant tantôt en garant et protecteur du modèle social français tantôt en père fouettard, trompe les citoyens en affectant la fraude aux salariés prônant ainsi la division et l’exclusion.

Il met en acte sa récente déclaration sur l’opportunité que représente la crise pour mener des réformes de fond qui seraient impossibles dans un autre contexte ; mettant en cause notre modèle social.

Le 1er décembre à Toulon, il semble prendre comme acquis l’acceptation par les salariés des mesures de rigueur imposées puisqu’il leur demande à nouveau des efforts, en indiquant « il vaut mieux travailler plus que de gagner moins ».

La nécessité d’un partage juste et efficace des richesses est posée pour répondre aux besoins sociaux des populations.

En l’absence de mobilisation forte des salariés, ce sont les revendications patronales qui l’emporteront !

L’étape d’aujourd’hui doit s’inscrire dans un processus de mobilisation alliant le TOUS ENSEMBLE contre l’austérité aux actions à développer dans chaque entreprise contribuant à une autre répartition des richesses.